



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
30 septembre 2003  
Français  
Original: anglais

---

### **Lettre datée du 23 septembre 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration sur les derniers développements en Côte d'Ivoire, publiée le 22 septembre 2003 par la présidence de l'Union européenne, au nom de l'Union (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Italie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Marcello Spatafora



**Annexe à la lettre datée du 23 septembre 2003, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Italie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

**Déclaration publiée le 22 septembre 2003 par la présidence  
de l'Union européenne, au nom de l'Union, sur les derniers  
développements en Côte d'Ivoire**

L'Union européenne condamne résolument toute tentative de recours direct ou indirect à la violence dans le processus politique en Côte d'Ivoire, aussi bien que toute menace à l'ordre public et à la stabilité dans le pays. Elle confirme sa pleine confiance et son soutien au processus de réconciliation nationale basé sur la mise en oeuvre des Accords de Linas-Marcoussis.

L'Union européenne se réjouit que le Gouvernement de réconciliation nationale soit maintenant au complet et encourage ce dernier à poursuivre sans délai sur la voie de la réunification de la Côte d'Ivoire. Il est urgent de procéder au cantonnement des forces armées en présence et au désarmement, ainsi qu'au rétablissement de l'administration sur l'ensemble du territoire. La mise en oeuvre des réformes envisagées par les Accords de Marcoussis doit conduire la Côte d'Ivoire, unifiée et solidaire, à des élections crédibles, transparentes et ouvertes en 2005.

L'Union européenne encourage le Président de la République à poursuivre sur la voie de la réconciliation et du renforcement de la démocratie, en vue de l'organisation des élections en 2005.

L'Union européenne encourage le Premier Ministre dans ses actions concrètes destinées à donner une plus forte efficacité à l'action gouvernementale de réconciliation et de réhabilitation du pays.

L'Union européenne exhorte toutes les parties et en particulier les forces nouvelles à surmonter toute méfiance et à s'engager de façon constructive dans la poursuite des objectifs majeurs de construction de la démocratie et de redressement de l'économie du pays.

L'Union européenne invite les partis constitutionnels, ainsi que toutes les forces politiques et sociales du pays, à s'engager sans réserve dans des actions constructives afin de rétablir la confiance et renforcer le processus de réconciliation nationale.

L'Union européenne salue la réouverture de la frontière avec le Burkina Faso, prélude au rétablissement du trafic ferroviaire entre les deux pays.

Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie, pays adhérents, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie, pays associés, ainsi que les pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, se rallient à cette déclaration.